

8° les règles diagnostiques suivantes sont insérées après la règle diagnostique 51 :

"52

"La prestation 550874 - 550885 ne peut être portée en compte à l'A.M.I. qu'en cas d'isolement du streptococcus pneumoniae, de streptocoques viridans, d'entérocoques, de Neisseria meningitidis ou d'Haemophilus influenzae;

Les prestations 551935 - 551946 et 551950 - 551961 ne peuvent être portées en compte à l'A.M.I. que pour des patients immunodéprimés".

Art. 5. A l'article 26, § 8, de la même annexe, modifié par les arrêtés royaux des 31 janvier 1986, 22 juillet 1988, 13 novembre 1989 et 9 décembre 1994, sont insérés les numéros suivants : "125915 - 125926, 542054 - 542065, 542194 - 542205, 542216 - 542220, 544250 - 544261, 545775 - 545786, 547315 - 547326, 547595 - 547606, 554654 - 554665, 554676 - 554680".

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

8° worden de volgende diagnoseregels ingevoegd na de diagnoseregels 51 :

"52

De verstrekking 550874 - 550885 mag enkel aangerekend worden aan de Z.I.V. bij isolatie van *Streptococcus pneumoniae*, viridans streptokokken, enterokokken, *Neisseria meningitidis* of *Haemophilus influenzae*;

De verstrekkingen 551935 - 551946 en 551950 - 551961 mogen enkel aan de Z.I.V. aangerekend worden bij een immunodeficiënte patiënt".

Art. 5. In artikel 26, § 8, van dezelfde bijlage, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 januari 1986, 22 juli 1988, 13 november 1989 en 9 december 1994, worden de volgende nummers ingevoegd : "125915 - 125926, 542054 - 542065, 542194 - 542205, 542216 - 542220, 544250 - 544261, 545775 - 545786, 547315 - 547326, 547595 - 547606, 554654 - 554665, 554676 - 554680".

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DES FINANCES, MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE ET MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

N. 97 - 351

[C - 97/12032]

Arrêté royal modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, en application de l'article 33 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pension

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature est pris sur base de l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pension. Cet article prévoit que le Roi peut modifier les dispositions légales relatives au prêt subordonné octroyé au chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer une entreprise, afin de pouvoir contribuer au financement de la formation et de la guidance du chômeur concerné. Un accord de coopération sera conclu à cet effet avec les régions et/ou les communautés.

L'article 74, alinéa 1°, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières détermine les quatre missions du Fonds de participation. La troisième de ces missions permet l'octroi d'un prêt subordonné au chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer son entreprise.

L'évaluation de ce prêt subordonné indique que davantage de chômeurs pourraient en bénéficier, et ce avec un taux de réussite plus élevé, si l'octroi d'un prêt subordonné était assorti d'une formation et d'une guidance. C'est pourquoi le Plan pluriannuel pour l'emploi, arrêté par le Gouvernement le 3 octobre 1995, a retenu cette proposition parmi les mesures reprises au point 4.5. intitulé "Installation comme indépendant".

MINISTERIE VAN FINANCIEN, MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

F. 97 - 351

[C - 97/12032]

Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, in toepassing van artikel 33 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, is genomen in uitvoering van artikel 33, 3° van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. Dit artikel voorziet dat de Koning de wettelijke bepalingen inzake de achtergestelde lening voor de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die zich wil vestigen als zelfstandige kan wijzigen teneinde tot de financiering van de vorming en van de begeleiding van de betrokken werkloze te kunnen bijdragen. Hiertoe zal een samenwerkingsakkoord met de gewesten en/of de gemeenschappen worden afgesloten.

Artikel 74, eerste lid van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen bepaalt de vier opdrachten van het Participatiefonds. De derde van deze opdrachten maakt het mogelijk om een achtergestelde lening toe te kennen aan een uitkeringsgerechtigde volledige werkloze die zich wil vestigen als zelfstandige of een onderneming wenst op te richten.

De evaluatie van deze achtergestelde lening toont aan dat de werklozen meer begunstigd worden, en dit met een hoger slagingspercentage, wanneer de toekenning van een achtergestelde lening gepaard gaat met een opleiding of een begeleiding. Daarom heeft het Meerjarenplan voor werkgelegenheid, gesloten door de Regering op 3 oktober 1995, dit voorstel behouden tussen de maatregelen hernomen in punt 4.5, met als titel "vestiging als zelfstandige".

Le projet d'arrêté royal qui Vous est soumis complète l'article 74, alinéa 1^{er}, 3^e, de la loi du 28 juillet 1992 précitée, afin de permettre au Fonds de participation de contribuer au financement de la formation et de la guidance des chômeurs à qui un prêt subordonné est accordé.

Chaque année, au moment de l'établissement de son budget, le Fonds de participation fixera le montant de son intervention en matière de formation et de guidance. Ce budget est approuvé par le Conseil d'administration du Fonds de participation et par les trois Ministres de tutelle.

Le Conseil d'Etat estime que l'accord de coopération mentionné à l'article 33, 3^e, de la loi du 26 juillet 1996 susmentionnée devrait être conclu avant de Vous soumettre le présent projet d'arrêté royal.

En réalité, l'élargissement comme tel des missions du Fonds de participation prévue à l'article 1^{er} ne nécessite pas, à ce niveau, de conclure un accord de coopération; cela d'autant que l'intervention financière prévue est accordée au chômeur en vue de sa formation et de son accompagnement et non à l'organisme chargé d'assurer cette formation et cet accompagnement.

L'accord de coopération aura, en fait, pour objet de préciser certaines modalités d'exécution, notamment en terme de contenu de formation et d'accompagnement et en termes de caractéristiques des organismes qui seront chargés de ceux-ci.

C'est pourquoi l'article 2 peut prévoir une entrée en vigueur sans délai de l'arrêté royal. En outre, de ce fait, le problème de respect de délai soulevé par le Conseil d'Etat au point 3.2 devient sans objet.

Le Conseil d'Etat soulève enfin la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Néanmoins, l'intervention prévue en matière de formation et d'accompagnement n'est pas à considérer comme une aide de nature économique au sens des articles 92 et 93 du Traité instituant les Communautés européennes. En effet, l'intervention financière est accessoire au prêt, elle n'intervient qu'au moment où le chômeur va s'installer comme indépendant et, tout comme la mesure de prêt subordonné elle-même, résulte avant tout d'un objectif social — à savoir l'aide à l'insertion d'un chômeur — et non d'un objectif économique.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Classes moyennes,
K. PINXTEN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi et du Travail, le 9 janvier 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, en application de l'article 33 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pension", a donné le 13 janvier 1997 l'avis suivant :

1. Conformément à l'article 84, alinéa premier, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation s'énonce comme suit :

« Vu l'urgence, motivée par le fait que les chômeurs concernés doivent pouvoir bénéficier sans délai d'une formation et d'une guidance en vue d'augmenter leurs chances de réussite, je souhaiterais que l'avis puisse être rendu dans le délai prescrit à l'article 84, alinéa 1, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ».

2. La modification que le projet d'arrêté royal soumis pour avis envisage d'apporter à l'article 74, alinéa 1^{er}, 3^e, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, implique que la mission du Fonds de participation créé auprès de la Caisse

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wordt voorgelegd valt artikel 74, eerste lid, 3^e, van voornoemde wet van 28 juli 1992 aan, teneinde het Participatiefonds toe te laten om bij te dragen tot de financiering van de opleiding en de begeleiding van werklozen aan wie een achtergestelde lening werd verleend.

Ieder jaar zal het Participatiefonds op het ogenblik van de opstelling van zijn budget het bedrag van zijn tussenkomst inzake opleiding en begeleiding vaststellen. Dit budget wordt goedgekeurd door de beheerraad van het Participatiefonds en de drie Ministers die de voordij uitoefenen.

De Raad van State oordeelde dat het in artikel 33, 3^e, van bovenvernoemde wet van 26 juli 1996 vermelde samenwerkingsakkoord gesloten dient te worden vooraleer het huidig ontwerp van koninklijk besluit U wordt voorgelegd.

In werkelijkheid noodzaakt de uitbreiding van de opdracht van het Participatiefonds voorzien bij artikel 1 op dit niveau niet tot het sluiten van een samenwerkingsakkoord; des te meer daar de voorziene financiële tussenkomst toegekend wordt aan de werkloze met het oog op zijn vorming en zijn begeleiding, en niet aan het organisme dat belast is deze vorming en deze begeleiding te verzekeren.

Het samenwerkingsakkoord zal in feite als doelstelling hebben om bepaalde uitvoeringsmodaliteiten te verduidelijken, meer bepaald inzake de inhoud van de vorming en de begeleiding en inzake de karakteristieken van de organismen die ermee belast zullen worden.

Daarom kan het artikel 2 voorzien in een onmiddellijke in werking treding van het koninklijk besluit. Daarenboven wordt hierdoor het probleem van het respecteren van de termijn, opgemerkt door de Raad van State in het punt 3.2, zonder voorwerp.

De Raad van State behandelt tenslotte de Europese reglementering betreffende de staatssteun. De voorziene tussenkomst inzake vorming en begeleiding is daarentegen niet te beschouwen als een economische hulp in de zin van de artikelen 92 en 93 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. In feite heeft de financiële tussenkomst een bijkomend karakter bij de lening, en komt zij slechts tussen op het moment dat de werkloze zich zal installeren als zelfstandige; zij is boven alles het resultaat van een sociale doelstelling en niet van een economische doelstelling, net zoals de maatregel van de achtergestelde lening zelf — te weten een hulp bij de inschakeling van een werkloze.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 9 januari 1997 door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, in toepassing van artikel 33 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, heeft op 13 januari 1997 het volgende advies gegeven :

1. Volgens artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering als volgt :

« Vu l'urgence, motivée par le fait que les chômeurs concernés doivent pouvoir bénéficier sans délai d'une formation et d'une guidance en vue d'augmenter leurs chances de réussite, je souhaiterais que l'avis puisse être rendu dans le délai prescrit à l'article 84, alinéa 1, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ».

2. De wijziging welke het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt aan te brengen in artikel 74, eerste lid, 3^e, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, houdt in dat de opdracht van het Participatiefonds dat is opgericht in

nationale de Crédit professionnel s'étend au financement de la formation et de l'accompagnement, en matière de gestion de l'entreprise, du chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer une entreprise, auquel le Fonds de participation accorde un prêt subordonné.

Le projet se fonde, pour cette modification, sur l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, qui s'énonce comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° (...);

2° (...);

3° modifier les dispositions légales relatives au prêt subordonné octroyé au chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer une entreprise, afin de pouvoir contribuer au financement de la formation et de la guidance du chômeur concerné. Un accord de coopération sera conclu à cet effet avec les régions et/ou les communautés. »

3.1. Il se déduit, tant du texte de la disposition légale citée que des travaux préparatoires se rapportant à cette disposition que le Roi ne peut mettre en oeuvre l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996 susmentionnée, que si un accord de coopération est conclu avec les entités compétentes en ce qui concerne cette mise en oeuvre.

Aucun accord de coopération, tel qu'il est prescrit à l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996, n'est à la base du régime figurant dans le projet. En revanche, son entrée en vigueur, ainsi qu'en témoigne le rapport au Roi, est subordonnée aux négociations encore à mener avec les régions et les communautés en vue de conclure un accord de coopération. En conséquence, le projet d'arrêté soumis pour avis ne met pas correctement en oeuvre la disposition de l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996, dès lors qu'est omis un élément essentiel de la procédure d'exécution prévue par la loi, à savoir la conclusion préalable d'un accord de coopération. La demande d'avis est en outre prématurée, puisque le texte du projet peut encore faire l'objet de modifications à la suite des négociations qui précèdent la conclusion de l'accord de coopération.

3.2. Aux termes de l'article 2 du projet, le Roi fixera la date à laquelle l'arrêté entre en vigueur. Cet article appelle une double observation.

Ainsi que le rapport au Roi le confirme, celui-ci ne fera entrer en vigueur le régime en projet qu'aussitôt qu'un accord de coopération, tel qu'il est prévu par la loi du 26 juillet 1996, aura été conclu. Du fait qu'il y a encore lieu d'accomplir la procédure de négociation et de conclusion d'un tel accord de coopération, on voit mal cependant comment la motivation de l'urgence, invoquée en vue de l'application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, pourrait être considérée comme adéquate. Le cas échéant, tant le Conseil d'Etat, section d'administration, que les juridictions ordinaires pourront toutefois apprécier par la suite l'adéquation des motifs invoqués.

L'article 2 du projet n'exclut pas que le régime en projet n'entre en vigueur qu'après le 30 avril 1997, ce qui, toutefois, est incompatible avec l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 susmentionnée, dont il peut se déduire que le Roi doit avoir mis en oeuvre l'article 33, 3°, de cette même loi, au plus tard à cette date. Se prononcer dans un sens différent signifierait en effet que le Roi prolongerait au-delà de la date limite fixée par la loi du 26 juillet 1996, l'attribution de pouvoir spécial qui lui est donnée par la disposition légale dernièrement citée.

4. Bien qu'il peut s'inférer des observations précédentes que le régime en projet ne peut guère revêtir de caractère définitif, le Conseil d'Etat, section de législation, estime toutefois devoir indiquer dès à présent qu'il n'est aucunement à exclure d'avance que le projet contienne des mesures d'aide dont la Commission CE doit être informée par l'Etat membre qui a l'intention de prendre de telles mesures, conformément à l'article 93, paragraphe 3, du Traité CE. En fixant les mesures d'exécution de l'article 33, 3°, de la loi du 26 juillet 1996, devant se fonder sur un accord de coopération, il y aura également lieu de tenir compte de cet aspect de la procédure.

de la Nationale Kas voor Beroepskrediet, wordt uitgebreid tot de financiering van de opleiding en de begeleiding in het beheer van de onderneming van de uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die zich wil vestigen als zelfstandige of die een onderneming wenst op te richten waaraan het Participatiefonds een achtergestelde lening toekent.

Het ontwerp steunt voor die wijziging op artikel 33, 3°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, welke bepaling luidt als volgt :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit :

1° (...);

2° (...);

3° de wettelijke bepalingen inzake de achtergestelde lening voor de uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die zich wil vestigen als zelfstandige of een onderneming wenst op te richten wijzigen teneinde tot de financiering van de vorming en van de begeleiding van de betrokken werkloze te kunnen bijdragen. Hiertoe zal een samenwerkingsakkoord met de gewesten en/of de gemeenschappen worden afgesloten. »

3.1. Uit zowel de tekst van de aangehaalde wetsbepaling, als uit de op die bepaling betrekking hebbende parlementaire bespreking valt af te leiden dat de Koning pas aan artikel 33, 3°, van de voornoemde wet van 26 juli 1996 uitvoering kan geven mits omtrent die uitvoering een samenwerkingsakkoord is gesloten met de bevoegde deelgebieden.

Aan de in het ontwerp vervatte regeling ligt geen samenwerkingsakkoord als voorgeschreven in artikel 33, 3°, van de wet van 26 juli 1996 ten grondslag. Wel wordt, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning, de inwerkingtreding ervan afhankelijk gemaakt van de onderhandelingen welke nog met de gewesten en de gemeenschappen zullen worden gevoerd met het oog op het sluiten van een samenwerkingsakkoord. Het voor advies voorgelegde ontwerp van besluit geeft derhalve niet op een correcte wijze uitvoering aan het bepaalde in artikel 33, 3°, van de wet van 26 juli 1996, aangezien wordt voorbijgegaan aan een wezenlijk element in de wettelijk voorgeschreven procedure van uitvoering, zijnde het voorafgaandelijk sluiten van een samenwerkingsakkoord. De adviesaanvraag is daarenboven voorbarig vermits de tekst van het ontwerp nog wijzigingen kan ondergaan ten gevolge van de onderhandelingen welke aan het sluiten van het samenwerkingsakkoord voorafgaan.

3.2. Naar luid van artikel 2 van het ontwerp zal de Koning de datum bepalen waarop het besluit in werking treedt. Dit artikel noopt tot het maken van een dubbele opmerking.

Zoals wordt bevestigd in het verslag aan de Koning, zal deze de ontworpen regeling pas in werking doen treden van zodra een samenwerkingsakkoord als bedoeld in de wet van 26 juli 1996 zal zijn gesloten. Doordat de procedure van het onderhandelen en sluiten van een dergelijk samenwerkingsakkoord nog moet worden doorlopen, valt echter niet goed in te zien hoe de voor de toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingeroepen motivering van de spoedeisendheid als deugdelijk kan worden beschouwd. In voorkomend geval zullen nochtans zowel de Raad van State, afdeling administratie, als de justitiële rechter naderhand een oordeel kunnen vellen omtrent de deugdelijkheid van de ingeroepen motieven.

Artikel 2 van het ontwerp sluit niet uit dat de ontworpen regeling pas na 30 april 1997 in werking zal worden gesteld, wat evenwel niet verenigbaar is met het bepaalde in artikel 51, § 1, van de meermaals genoemde wet van 26 juli 1996, waaruit valt af te leiden dat de Koning uiterlijk op die datum uitvoering moet hebben gegeven aan artikel 33, 3°, van dezelfde wet. Er anders over oordelen zou er immers op neerkomen dat de bijzondere bevoegdheidstoewijzing aan de Koning welke is vervat in de laatstgenoemde wetsbepaling, door hem zou worden verlengd buiten de in de wet van 26 juli 1996 gestelde tijdslimiet.

4. Hoewel uit de voorgaande opmerkingen valt af te leiden dat aan de ontworpen regeling bezwaarlijk een definitief karakter mag worden toebedeeld, meent de Raad van State, afdeling wetgeving, er toch reeds te moeten op wijzen dat geenszins bij voorbaat valt uit te sluiten dat het ontwerp steunmaatregelen bevat, welke overeenkomstig artikel 93, lid 3, van het EG-Verdrag aan de EG-Commissie moeten worden ter kennis gebracht door de Lid-Staat welke voornemens is dergelijke maatregelen te nemen. Bij het vaststellen van de op een samenwerkingsakkoord te stellen uitvoeringsmaatregelen van artikel 33, 3°, van de wet van 26 juli 1996, zal ook op dat aspect van de procedure acht moeten worden geslagen.

La chambre était composée de :

MM. :

J. De Brabandere, président de chambre;
M. Van Damme et D. Albrecht, conseillers d'Etat;
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été présenté par M. L. Vermeire, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Sourbron, référendaire adjoint.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
J. De Brabandere.

17 FEVRIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, en application de l'article 33 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pension (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment l'article 74;

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pension, notamment l'article 33, 3°;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que les chômeurs concernés doivent pouvoir bénéficier sans délai d'une formation et d'une guidance en vue d'augmenter leur chances de réussite;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné dans un délai de trois jours;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 74, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières est remplacé par la disposition suivante :

« 3° d'octroyer un prêt subordonné au chômeur complet indemnisé désireux de s'établir comme indépendant ou de créer une entreprise et de contribuer au financement de sa formation et de l'accompagnement dans la gestion de son entreprise; »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 28 juillet 1992, *Moniteur belge* du 31 juillet 1992;
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

De kamer was samengesteld uit :
de Heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;
M. Van Damme en D. Albrecht, staatsraden;
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Albrecht.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Vermeire, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Sourbron, adjunct-referendaris.

De Griffier,
A. Beckers.

De Voorzitter,
J. De Brabandere.

17 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, in toepassing van artikel 33 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsel (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 74;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 33, 3°.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 17 december 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de betrokken werkloze onmiddellijk uit een opleiding en een begeleiding voordeel moeten trekken om hun kans op slagen te verhogen;

Gelet op het binnen een termijn van drie dagen gegeven advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 74, eerste lid, 3° van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° een achtergestelde lening toe te kennen aan een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze die zich wil vestigen als zelfstandige of een onderneming wenst op te richten en bij te dragen tot de financiering van zijn opleiding en de begeleiding in het beheer van zijn onderneming; »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*

Wet van 28 juli 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1992;
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

Art. 3. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Classes moyennes
K. PINXTEN

Art. 3. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 1997.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen
K. PINXTEN

F 97 — 352

(C - 97/12031)

17 FEVRIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'article 18 de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment les articles 73, 74, modifié par l'arrêté royal du 17 février 1997, et 75;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation, notamment l'article 18;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de permettre sans délai aux chômeurs concernés de bénéficier des nouvelles dispositions mises en œuvre pour faciliter leur installation comme indépendant et la nécessité de diminuer le chômage;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 18 de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de participation est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 18. Le prêt ne sera accordé qu'à condition que le chômeur :

- satisfasse à toutes les conditions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité professionnelle envisagée et notamment, le cas échéant, aux dispositions légales et réglementaires sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

- produise, au moment de l'introduction de la demande de prêt, une attestation par laquelle le bureau du chômage compétent de l'Office national de l'Emploi certifie qu'au moment de l'introduction de la demande d'attestation, l'intéressé bénéficiait d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et en avait bénéficié pendant au moins trois mois au cours des six mois qui précédaient cette demande;

- apporte préalablement, à concurrence de au moins un quart du prêt subordonné, soit des fonds personnels, soit des fonds provenant d'un emprunt, autre que le crédit complémentaire prévu à l'article 19. »

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 28 juillet 1992, *Moniteur belge* du 31 juillet 1992;
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

N. 97 — 352

(C - 97/12031)

17 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Orze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op de artikelen 73, 74, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1997, en 75;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om onverwijld aan de betreffende werklozen toe te laten te genieten van de nieuwe bepalingen, ingevoerd om hun vestiging als zelfstandige te vergemakkelijken en overwegende de noodzaak om de werkloosheid te verminderen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 18. De lening zal slechts aan de werkloze worden toegestaan op voorwaarde dat hij :

- voldoet aan de wettelijke en de reglementaire voorwaarden betreffende de uitoefening van de beoogde beroepsactiviteit, en onder andere, desgevallend, aan de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de beroepsactiviteiten in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsbedrijven;

- op het ogenblik van de indiening van de leningsaanvraag, een attest voorlegt waarop het bevoegde werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening verklaart dat de belanghebbende, op het ogenblik van de indiening van de attestaanvraag, genoot van werkloosheids- of wachtvergoedingen voor alle dagen van de week en hiervan heeft genoten gedurende minstens drie maanden tijdens de zes maanden die deze aanvraag voorafgaan;

- voorafgaandelijk, ten belope van minstens een vierde van het bedrag van de achtergestelde lening, fondsen ter beschikking stelt die voortkomen, hetzij van persoonlijke middelen, hetzij van een lening, andere dan het aanvullend krediet waarvan sprake in artikel 19. »

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*

Wet van 28 juli 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1992;
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.